

à la croisée des chemins ?

exemples sont légion. L'évolution du monde de la communication, celle des technologies qui le supportent au début de ce troisième millénaire confirment cette tendance structurelle lourde, qui se dessinait déjà à la fin du siècle dernier, comme instruments de défense et de fructification de leurs intérêts exclusifs. «L'entreprise capitaliste est celle qui est dirigée par les détenteurs de capitaux, il s'est produit une merveilleuse conciliation entre le capitalisme et la démocratie.»

Cette entrée par effraction du capital dans la production et la reproduction de «l'idéologie» par médias interposés a soulevé des protestations jusqu'y compris dans les milieux libéraux eux-mêmes. Ces derniers ont exigé la transparence dans la gestion des médias à travers des statuts appropriés. Le but était d'identifier les détenteurs de capitaux au sein de l'entreprise de presse. «Il serait souhaitable que le public sache à qui appartient la presse, qu'elle est son organisation financière et quelles sont ses recettes ?» Bien évidemment, une telle question, en Algérie, en dehors d'une poignée de journalistes, connus pour être issus du secteur public et qui ont pris le risque de tenter «l'expérience intellectuelle» moyennant la modique somme de trois ans de salaire, de nouvelles entreprises de presse écrites ont fait leur apparition sur la scène médiatique nationale, sans que les citoyens sachent d'où proviennent leurs moyens et quels sont les objectifs qu'ils visent,

même si l'on convient que tout espace d'expression est le bienvenu, pour peu qu'il respecte la Constitution et les lois de la République. Quant aux pionniers de la presse écrite indépendante, dont de nombreuses voix s'élèvent à leur rencontre par la jeune génération de journalistes qu'ils emploient, ils sont tenus, par leur obligation morale et politique du dur combat qu'ils ont mené pour leur droit de s'exprimer librement et de défendre leur dignité, de former ces jeunes et de leur attribuer la rémunération que chacun d'entre eux mérite. C'est ce que notre pays compte de plus cher aujourd'hui.

De la peur de l'ouverture du secteur audiovisuel à l'investissement privé

En dehors des contraintes techniques, relatives notamment au potentiel des ressources rares en fréquences d'ondes longues et d'ondes courtes, que l'Etat algérien a su brillamment défendre dans le cadre des différentes sessions de L'UIT (Union internationale des télécommunications), les appréhensions du pouvoir ne peuvent s'expliquer que par la peur de l'expression libre, sachant pertinemment l'impact redoutable de la combinaison du son et de l'image sur les consciences collectives. Mais alors, doit-on faire fi des chaînes satellitaires qui arrosent en permanence notre pays ? La politique de l'autruche n'a jamais payé. Les radios et télévisions étrangères donnent en temps réel tous les événements

qui se déroulent chez nous, qu'ils soient de nature politique ou autre, avant notre «fameuse chaîne orpheline et unique».

Si les appréhensions, qui, au demeurant, peuvent se comprendre, notamment après la décennie noire que notre pays a vécue, de même que la survivance dans le corps social algérien d'atavismes claniques et tribaux, aggravés par les luttes du sérail et des actions insidieuses de l'intégrisme religieux, et que l'Etat central, dans sa volonté de se muer en Etat nation, veuille garder la «main-mise sur ce secteur», il n'est pas, pour autant, admissible que cet «entêtement» mène à l'impasse politique par une décredibilisation systématique de ce que notre pays, en comparaison à d'autres, réalise de meilleur et, surtout, par un mépris grave vis-à-vis de la capacité de son peuple à comprendre et discerner la part des choses. En vérité, rien n'empêche de commencer rapidement par permettre la création de chaînes de télévision et de radio privées sur la base d'un cahier des charges qui délimite clairement le respect des lois de la République et de la Constitution.

De notre survie en tant qu'Etat- nation, culture, histoire et en tant qu'entité unie et indépendante

Les enjeux stratégiques qui sous-tendent, de nos jours, la mondialisation ainsi que le nouveau rapport de forces qui ne manquera pas de préfigurer le paysage médiatique universel à l'orée du troisième millénaire doivent inciter nos

gouvernants à rechercher les meilleures formes de riposte aux tentatives de fragilisation de notre souveraineté nationale.

Cela signifie qu'il faut, et dans leur intérêt objectif et celui du peuple, d'autant que les rues arabes sont en ébullition, de revoir et concevoir une stratégie de communication qui réponde réellement aux attentes populaires. Autoriser une marche pacifique est déjà, en soi, une action de communication que les «caciques» tenants des «constantes» n'ont, à l'évidence, la capacité de comprendre. Quand on sait ce qui se passe au niveau de nos frontières Est, Ouest et Sud, l'unique moyen de défense nationale se résume en la consolidation du front intérieur par notamment la libération de l'expression de toutes les forces patriotiques attachées aux principes fondateurs de la déclaration de Novembre 54 qui font explicitement référence à la nature républicaine de l'Etat au contenu libéral et social.

A. H.

* Ancien inspecteur général,
directeur de l'expansion
de la presse écrite au ministère de
la Communication
et de la Culture

Bibliographie :

- Médias système et société
- Un seul monde, voix multiples, ouvrage collectif de la commission de l'Unesco.
- Diverse documentation en relation avec le thème traité.

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'UPM CONFIE À UN MAROCAIN

Velléité de la France de changer son objet

De notre bureau de Paris
Khadidja Baba-Ahmed

L'Union pour la Méditerranée (UPM) a vu cette semaine la désignation du Marocain Youssef Amrani au poste de secrétaire général, en remplacement du Jordanien Ahmed Massa'deh qui avait démissionné en janvier dernier. Excellente nouvelle, a déclaré Alain Juppé, le chef de la diplomatie française qui a fortement soutenu la candidature du Marocain. Toute la question aujourd'hui est de savoir quel rôle on va faire jouer à institution mort-née et que certains s'apprêtent même à lui faire changer de direction et même d'appellation.

La nomination du nouveau secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée est intervenue dans un contexte tellement chargé en actualités de tout ordre qu'elle est passée quasiment inaperçue, sauf par l'initiateur du projet moribond, la France, qui s'est beaucoup dépensée pour cette désignation. Après avoir salué «très chaleureusement» la nomination de Youssef Amrani au poste de SG par les hauts fonctionnaires de l'UPM, le patron du Quai d'Orsay ne tarit pas d'éloges sur ce «parfait francophone et hispanophone». Relevons, au passage, que le poste de SG n'exigeait pas d'être polyglotte et dans le



Photo : DR

cas où un prétendant l'était ce serait un plus mais ça n'en fait pas nécessairement un compétent. A propos justement de compétences, outre la maîtrise des langues, pour Alain Juppé le diplomate marocain, à qui vient d'être confié le secrétariat général et qui assurait depuis 2008 «avec succès» les fonctions de secrétaire général des AE et de

la coopération du royaume, «a effectué une brillante carrière diplomatique, acquérant une expérience particulière dans le domaine des relations euro-méditerranéennes. Toutes ces réussites et qualités sont, selon le patron du Quai d'Orsay, un gage de la capacité du nouveau SG à réussir dans ses nouvelles fonctions à l'UPM. Si le patron

de la diplomatie française compte sur M. Amrani pour «mettre en œuvre des projets de coopération à même d'accompagner les réformes et les mouvements à l'œuvre au sud de la Méditerranée», son collègue du gouvernement, Pierre Lelouche, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, est plus audacieux et en tout cas plus

explicite : dans une déclaration pour le moins insolite faite mardi en marge du forum de l'OCDE à Paris, il affirme : «Je défends l'idée d'utiliser l'Union pour la Méditerranée, de la changer en Union pour la démocratie en Méditerranée et de la découpler des affaires israélo-palestiniennes pour en faire une cible prioritaire des moyens financiers et commerciaux pour la construction de la démocratie.» Même si Lelouche dit parler à titre personnel, il est peu sûr que sa déclaration ne procède pas d'une démarche que la France ferait actuellement pour changer d'orientation à cette UPM qui ne veut pas démarrer. Cette réorientation pourrait avoir un double but : s'arrimer au mouvement de démocratisation dans la région et en paraître le guide, en tirer les dividendes. Se rattraper en fait tout en voulant «découpler», autrement dit séparer et faire abstraction du conflit israélo-palestinien dans les assises et travaux de l'UPM. Evacuer le conflit palestinien par simple déclaration et velléité de ne pas l'évoquer au sein de l'UPM. Est-ce possible et comment le nouveau secrétaire, tout polyglotte et tout compétent soit-il, pourrait-il se mouvoir dans ce nouveau labyrinthe ?

K. B.-A.